



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

SNCF, CARREFOUR, AIR FRANCE, UNIVERSITÉS TOUS ENSEMBLE CE N'EST QU'UN DÉBUT !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 5 AVRIL 2018

300 hypermarchés Carrefour en grève, le week-end dernier, en réponse à l'annonce par leur direction de 4 500 suppressions d'emplois et de la réduction à 57 € de la « prime de participation ». Les actionnaires, eux, vont se partager 356 millions d'euros. Quant aux salariés d'Air France, ils ont déjà prévu leur troisième grève consécutive, les 10 et 11 avril, pour arracher 6% d'augmentation de salaire pour tous. Dans les facultés, les occupations s'étendent contre le plan de sélection à l'entrée à l'université.

Et mardi, il y a eu le démarrage de la grève à la SNCF, extrêmement massive, à la mesure de la colère des cheminots. Résultat : mardi, seulement un TGV sur huit et des lignes intercity parfois complètement stoppées.

UN MÉCONTENTEMENT QUI SE GÉNÉRALISE

Dans tous les secteurs, les travailleurs subissent de violentes attaques, l'arrogance de leurs patrons et les mêmes conditions de travail dégradées. Et depuis son élection, Macron a multiplié les offensives contre l'ensemble des salariés et des classes populaires.

Après avoir dynamité le Code du travail pour réduire les droits des salariés du secteur privé, c'est au tour des cheminots et des fonctionnaires d'être attaqués. Parce que dans la fonction publique aussi, le gouvernement veut tout casser : privatiser par morceaux, liquider le statut des fonctionnaires, supprimer des milliers d'emplois, en finir avec les services publics.

L'occasion de rappeler que Macron avait déclaré : « *Je suis pour une société sans statut* ». Ce qui signifie une société où chaque salarié devrait négocier individuellement son contrat de travail et ses droits, son salaire, son temps de travail, ses jours de repos, sans aucune garantie collective.

Et si aujourd'hui, Macron et Philippe s'en prennent frontalement aux cheminots, c'est parce qu'ils espèrent en plus briser leur combativité et leur résistance pour démoraliser l'ensemble du monde du travail, comme Thatcher l'avait fait avec les

mineurs anglais, au milieu des années 80. Seulement, voilà, les cheminots sont bien décidés à ne pas se laisser faire.

UNE GRÈVE CONTRÔLÉE PAR LES GRÉVISTES EUX-MÊMES

Pour s'opposer à l'épreuve de force imposée par le gouvernement, l'intersyndicale des cheminots appelle à faire grève « deux jours sur cinq » jusqu'au mois de juin.

Mais conscients de l'enjeu de la lutte qui s'engage, nombreux sont les cheminots qui veulent se battre pour de bon et commencent à discuter d'une vraie grève, c'est à dire d'une grève reconductible qui devra s'organiser à la base, contrôlée par les grévistes et qui pourrait entraîner d'autres secteurs.

Placer la grève sous le contrôle des grévistes, c'est aussi le seul moyen d'empêcher que telle ou telle organisation syndicale, partie prenante de l'intersyndicale cheminote, aillent négocier avec le gouvernement pour son propre compte, sans mandat des grévistes, au risque de casser la grève.

OUI, LA CONVERGENCE DES LUTTES EST À L'ORDRE DU JOUR !

Face à ces attaques concertées et tous azimuts du gouvernement et du patronat, le mécontentement est général et cela se voit. Cheminots, étudiants, Air France, Carrefour, énergie, collecte des déchets, hôpitaux en grève.

L'urgence, c'est de chercher à faire converger toutes ces luttes du public et du privé, seul moyen pour créer le rapport de forces suffisant pour gagner.

Parce que c'est précisément la peur d'une généralisation des conflits, une possible « coagulation » des luttes qui inquiète ce gouvernement et le patronat.

Oui, 50 ans après la grève générale de Mai-Juin 68, l'objectif, c'est bien que ces mobilisations débouchent sur un mouvement d'ensemble, une grève générale qui paralyse totalement l'activité économique du pays.



À LA SNCF OU AILLEURS, CHACUN EST LE « PRIVILÉGIÉ » DE QUELQU'UN D'AUTRE !

A l'heure de la grève à la SNCF, il est courant d'entendre dénoncer les soi-disant « privilèges » des cheminots. Comme si « la garantie de l'emploi » n'était pas ce à quoi aspirent des millions de gens condamnés au chômage et à la précarité. Comme s'il fallait enterrer pour tout le monde l'aspiration à une retraite qui tienne compte des années de pénibilité au travail.

A ce compte-là, tout le monde est le « privilégié » de quelqu'un d'autre: le salarié du public par rapport à celui du privé, celui qui a un CDI par rapport à celui qui alterne chômage et intérim, le salarié « Renault » par rapport à celui d'une petite boîte de nettoyage, le chômeur indemnisé par rapport à ceux qui ne touchent rien, la personne qui a un logement par rapport aux SDF...

Essayer de monter les catégories sociales les unes contre les autres en espérant qu'elles oublieront qui sont les vrais privilégiés dans cette société est une vieille tactique des classes sociales dominantes. Ne leur laissons pas le « privilège » de pouvoir nous intoxiquer.

LE MILLION DE TAVARES, C'EST PAS ÇA LES PRIVILÈGES ?

Au moment où Opel vient d'annoncer un plan de départs volontaires de ses salariés allemands, on apprend que Carlos Tavares – PDG de PSA – va toucher une prime de un million d'euros comme bonus, pour le rachat d'OPEL par PSA l'an dernier. Un million d'euros qui va s'ajouter au reste.

Même si Tavares reste loin derrière Carlos Ghosn, cela va quand même porter sa rémunération pour 2017, tous « avantages » compris, à 6,7 millions d'euros : de quoi payer pendant un an 350 salariés au Smic. Dans tous les grands groupes industriels et financiers, c'est la même chose : les capitalistes actionnaires sont prêts à payer des fortunes à des PDG dont le boulot est... de supprimer des emplois et de bloquer les salaires. Du moment que les dividendes coulent à flots. Le profit avant tout, c'est la logique même du capitalisme. En finir avec cette logique là est autant d'actualité aujourd'hui que pendant les grandes grèves de 1936 ou 1968.

PALESTINE : HALTE AU MASSACRE !

Vendredi dernier, des dizaines de milliers de Palestiniens manifestaient pour le droit au retour pour ceux et celles qui ont été expulsés ou ont dû fuir en 1948, devant les forces armées israéliennes qui venaient de proclamer l'Etat d'Israël.

A Gaza surtout, les manifestants ont été pris pour cible par l'armée israélienne: au moins 15 morts et 1 200 blessés. L'Etat d'Israël ne tolère aucune remise en question de sa politique de mainmise coloniale sur toute une partie des terres palestiniennes : ceux et celles qui osent lutter pour leurs droits peuvent à tout moment être tués de

sang froid par une armée coutumière des crimes de guerre. Avec la complicité passive des grandes puissances. Au mieux, comme la France, elles se contentent d'appeler les autorités israéliennes « à faire preuve de retenue ».

Compter sur l'ONU pour faire cesser les exactions de l'Etat d'Israël n'aboutira pas plus demain qu'hier. Seule la solidarité internationale peut arriver, à terme, à faire cesser l'impunité dont cet état jouit depuis trop longtemps.

NON AU LICENCIEMENT DE GAËL QUIRANTE !

Muriel Penicaud, la ministre du travail multimillionnaire (7,5 millions d'euros de patrimoine), qui a dirigé Business France, l'entreprise aux 671 infractions au Code du travail, a autorisé le licenciement par La Poste de notre camarade, Gaël Quirante, militant à Sud PTT, licenciement que la Poste s'est empressée de lui notifier ce mardi.

Après 10 procédures de licenciement en 14 ans, à chaque fois retoquées par l'Inspection du travail, c'est finalement ce gouvernement « ni de droite ni de gauche », mais vraiment ami des riches et complice des licenciements qui veut mettre un point final au combat que mènent les postiers du Dpt 92 contre les restructurations, la répression et pour l'application de leurs droits.

La Poste veut le licencier parce qu'il défend ses collègues et participe à la lutte contre les réorganisations du travail dans son entreprise, soutenu par de nombreuses organisations et personnalités qui refusent son licenciement. Solidarité avec Gaël !



Avec Alain Krivine et Philippe Poutou
Samedi 21 avril de 15h à minuit

Débats-meeting-repas-buvette

Concert avec «The rocky horror bistrot show»

MJC ROUEN-Rive gauche

Place Hanovre – Métro St Sever

Entrée + concert : 5 euros (repas payant sur réservation)

correspondance@npa76.org / facebook.com/npa.rouen / www.npa76.org